Questions préjudicielles

Les articles 43, 49, 56 et suivants TFUE doivent-ils être interprétés en ce sens qu'ils s'opposent à une législation nationale en matière de jeux de hasard qui, pour mettre en place une nouvelle procédure d'appel d'offres en vue de l'octroi de concessions, comme le prévoit l'article [10, paragraphe] 9 octies de la loi n° 44 du 26 avril 2012, considère comme un motif d'exclusion de la procédure sélective le défaut de capacité économique et financière du contractant, sans prévoir, aux fins de cette démonstration, d'autres critères appropriés que la condition tenant à la présentation de deux attestations différentes émises par deux établissements de crédit différents, alors que les attestations proviennent d'une seule entité sujet?

Demande de décision préjudicielle présentée par le Tribunale amministrativo regionale per il Veneto (Italie) le 17 août 2015 — Associazione Italia Nostrus/Comune di Venezia e.a.

(Affaire C-444/15)

(2015/C 381/17)

Langue de procédure: l'italien

Jurisdiction de renvoi

Tribunale amministrativo regionale per il Veneto

Parties dans la procédure au principal

Partie requérante: Associazione Italia Nostrus

Parties défenderesses: Comune di Venezia, Ministero per i beni e le attività culturali, Regione del Veneto, Ministero delle Infrastrutture e dei Trasporti, Ministero della Difesa, Capitaneria di Porto di Venezia, Agenzia del Demanio

Questions préjudicielles

- 1) L'article 3, paragraphe 3 de la directive 2001/42/CE⁽¹⁾, dans la partie faisant référence également à la disposition figurant au paragraphe 2, sous b) du même article, est-il valable, eu égard à la réglementation en matière d'environnement figurant dans le TFUE ainsi que dans la charte des droits fondamentaux de l'Union européenne, en ce qu'il soustrait à une évaluation stratégique des incidences sur l'environnement systématique les plans et programmes dont il a été estimé qu'ils devaient nécessairement être soumis à une évaluation des incidences, au sens des articles 6 et 7 de la directive 92/43/CEE⁽²⁾?
- 2) Les paragraphes 2 et 3 de l'article 3 de la directive 2001/42/CE, lus en combinaison avec le dixième considérant de la même directive, selon lequel «l'ensemble des plans et des programmes pour lesquels une évaluation a été estimée nécessaire conformément à la directive 92/43/CEE du Conseil du 21 mai 1992 concernant la conservation des habitats naturels ainsi que de la faune et de la flore sauvages sont susceptibles d'avoir des incidences notables sur l'environnement et devraient, en règle générale, être soumis à une évaluation environnementale systématique», doivent-ils être interprétés en ce sens qu'ils font obstacle à une réglementation telle que la réglementation nationale qui, pour définir la notion de «petites zones au niveau local» figurant à l'article 3, paragraphe 3, de la directive 2001/42/CE, se réfère à des critères purement quantitatifs?

- 3) Les paragraphes 2 et 3 de l'article 3 de la directive 2001/42/CE, lus en combinaison avec le dixième considérant de la même directive, selon lequel «l'ensemble des plans et des programmes pour lesquels une évaluation a été estimée nécessaire conformément à la directive 92/43/CEE du Conseil du 21 mai 1992 concernant la conservation des habitats naturels ainsi que de la faune et de la flore sauvages sont susceptibles d'avoir des incidences notables sur l'environnement et devraient, en règle générale, être soumis à une évaluation environnementale systématique», doivent-ils être interprétés en ce sens qu'ils font obstacle à une réglementation telle que la réglementation nationale, qui soustrait à une évaluation stratégique des incidences sur l'environnement automatique et obligatoire l'ensemble des projets de développement de zones urbaines, nouvelles ou en extension, dont la superficie concernée n'excède pas 40 ha ou les projets de réhabilitation ou de développement de zones urbaines, à l'intérieur de zones urbaines existant, dont la superficie concernée n'excède pas 10 ha, même si, en raison de possibles incidences sur les sites, il a déjà été estimé qu'ils devaient nécessairement être soumis à une évaluation des incidences, au sens des articles 6 et 7 de la directive 92/43/CEE?

⁽¹⁾ Directive 2001/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement (JO L 197 du 21.7.2001, p. 30).

⁽²⁾ Directive 92/43/CEE du Conseil, du 21 mai 1992, concernant la conservation des habitats naturels ainsi que de la faune et de la flore sauvages (JO L 206 du 22.7.1992, p. 7).

**Demande de décision préjudicielle présentée par le Fővárosi Közigazgatási és Munkaügyi Bíróság
(Hongrie) le 18 août 2015 — Signum Alfa Sped Kft./Nemzeti Adó- és Vámhivatal Kiemelt Adó- és
Vám Főigazgatóság
(Affaire C-446/15)
(2015/C 381/18)**

Langue de procédure: le hongrois

Jurisdiction de renvoi

Fővárosi Közigazgatási és Munkaügyi Bíróság

Parties dans la procédure au principal

Partie requérante: Signum Alfa Sped Kft.

Partie défenderesse: Nemzeti Adó- és Vámhivatal Kiemelt Adó- és Vám Főigazgatóság

Questions préjudicielles

- 1) Peut-on interpréter les dispositions de la directive 2006/112⁽¹⁾ relatives à la déduction de la TVA en ce sens que l'administration fiscale peut, de façon générale, exiger de l'assujéti qui souhaite exercer son droit à déduction de la TVA, pour que ladite administration ne qualifie pas l'opération d'opération fictive, qu'il vérifie si l'émetteur de la facture relative aux prestations servant de fondement à l'exercice de ce droit remplit, au moment de la fourniture des prestations et de la vérification, les conditions personnelles et matérielles nécessaires à la fourniture des prestations en cause et s'il satisfait à ses obligations en matière de déclaration et de paiement de la TVA, ou que le même assujéti dispose, en dehors de la facture relative à l'opération, de documents exempts d'inexactitudes de forme, et peut-il en outre être escompté de l'activité économique de l'émetteur de la facture qu'elle aura été exercée de façon régulière non seulement au moment de l'opération qui ouvre le droit à la déduction de la TVA mais également au moment du contrôle?